

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

UNITE-DIGNITE-TRAVAIL



**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE
MADAME CATHERINE SAMBA-PANZA,
CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION**

**A LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES OBJECTIFS
DE DEVELOPPEMENT DURABLE (ODD)**

**EN MARGE DE LA 70^{ème} SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE
GENERALE DES NATIONS UNIES**

NEW YORK, SEPTEMBRE 2015

Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat,

Mesdames et Messieurs les Chefs de Gouvernement,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies,

Excellences Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Institutions internationales et régionales,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

La République Centrafricaine, mon pays, est honorée de prendre part avec les autres pays du monde, à la présente session consacrée à l'examen des progrès réalisés par les Etats signataires de la Déclaration du Millénaire, dans le cadre du processus de réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Je saisis cette opportunité pour adresser au Secrétaire General des Nations Unies, aux délégations présentes ainsi qu'à la communauté internationale, la gratitude du Peuple Centrafricain, pour l'accompagnement multiforme fourni au Gouvernement de la République Centrafricaine depuis le Sommet du Millénaire tenue en l'an 2000.

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs,

La République Centrafricaine était déjà en crise en 2000 à l'entame du processus ; elle portait déjà les stigmates d'un traumatisme lié aux effets des crises de la fin des années 90 et qui se sont poursuivis les décennies suivantes.

Cette instabilité politique quasi-permanente a placé la population centrafricaine dans une situation de vulnérabilité extrême, avec des indicateurs socioéconomiques effrayants. Il n'est pas besoin de les rappeler ici.

Dans ces conditions, il était difficile pour mon pays d'honorer les engagements volontairement pris, même si l'amélioration de quelques indicateurs en 2010 notamment en matière de scolarisation des filles, d'accès à l'eau potable et la santé maternelle ont suscité un certain espoir, pour ensuite être démentie en 2012, avec la dernière crise, plus meurtrière et plus dévastatrice.

La RCA s'est donc radicalement éloigné de la trajectoire des OMD, devenant un Etat fragile et vulnérable avec plus de 80% de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté. Cette pauvreté est entretenue et renforcée dans certaines zones du pays où sévissent encore les groupes politico-militaires qui entretiennent l'insécurité et s'adonnent au pillage des ressources locales et des recettes de l'Etat.

Au moment où les engagements que nous avons tous pris à travers les OMD vont arriver à leur terme et que nous nous apprêtons à nous engager pour les Objectifs de Développement Durable (ODD) post 2015, il faut se rendre à l'évidence : aucun des huit (8) objectifs visés n'a pu être atteint par la RCA, à la veille de la date butoir du processus.

Pourtant, des efforts ont globalement été fournis pour inscrire l'agenda des OMD dans les priorités nationales, notamment à travers l'alignement des politiques sectorielles et l'élaboration des Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP I et II) axés sur les OMD.

De manière spécifique, le Gouvernement de Transition ayant pris la mesure des enjeux a élaboré un Programme d'Urgence pour le Relèvement Durable de la RCA sur la période 2014 – 2016. Une Stratégie met en œuvre un processus multidimensionnel permettant de couvrir à la fois les secteurs de la sécurité, du respect des droits humains, de l'environnement ainsi que le volet social, les activités génératrices de revenu et la gouvernance financière.

Distinguées personnalités,
Mesdames et Messieurs,

Dans cet élan, le Rapport National élaboré par le gouvernement de Transition fait un bilan sans complaisance, des défis que nous n'avons pu relever et prend en compte les nouveaux enjeux tout en soulignant l'ampleur des efforts à déployer afin d'engager les Objectifs de Développement Durable (ODD) sur une base solide.

Monsieur le Secrétaire Général,

Sans faire l'impasse sur nos engagements, je suis aussi ici et surtout pour vous parler de l'avenir, de la possibilité de créer les conditions d'une Centrafrique débarrassé des démons de la division, des fléaux de la pauvreté et de la marginalisation économique, pour mieux servir d'écrin au nouvel horizon qui s'offre à nous.

Aussi, Monsieur le Secrétaire Général, je déclare solennellement que mon pays souscrit aux 17 objectifs des ODD post 2015 qui ont mobilisé durant des mois tous les Etats. Mais nous savons tous que les défis qui nous attendent sont considérables.

Nous avons en effet conscience de l'impérieuse nécessité d'accomplir le travail inachevé de l'agenda des OMDs notamment en ce qui concerne la santé maternelle et infantile, ainsi que l'élimination des multiples formes de discrimination et de violence subies par les femmes, les jeunes et autres groupes de population. De même que nous devons intégrer l'étape suivante et autrement dit, maintenir nos efforts sur les nouveaux objectifs relatifs aux ODD.

Ces objectifs qui concernent les domaines aussi variés que les droits humains, l'environnement, la jeunesse, l'autonomisation des femmes, l'égalité des sexes, la santé, la promotion du partenariat public-privé, la sécurité, devraient faciliter la mise en place d'un nouveau pacte social en phase avec les aspirations profondes des communautés tel que révélées lors de la signature du pacte pour la réconciliation nationale et la refondation de la République Centrafricaine.

En ce qui nous concerne, l'ensemble des acteurs du développement socio-économique de mon pays, à commencer par le gouvernement, sera mobilisé pour que des actions pertinentes soient réalisées.

Distinguées Personnalités,
Mesdames et Messieurs,

La pauvreté n'est pas une fatalité. La situation en République Centrafricaine n'est pas désespérée. Tout en partageant les mêmes préoccupations que l'ensemble des Etats Fragiles, la RCA a su démontrer par son histoire récente sa volonté de se transformer et de devenir un état responsable du bien-être de ses populations.

Sous mon impulsion, les actions gouvernementales appuyées par la communauté internationale ont permis de créer un environnement favorable à la réconciliation nationale, à la reprise du fonctionnement de l'administration publique et à la reprise des activités socio-économiques sur l'ensemble du territoire.

Tout cela doit vous conduire à porter un regard nouveau, sur un peuple qui se relève et qui, tel un sphinx, renait de ses propres cendres.

La volonté de dialogue, de paix et de refondation de l'Etat a ainsi été démontrée à la face du Monde par le peuple centrafricain. Mais la volonté seule ne suffira pas, sans un réseau de partenaires engagés à soutenir les efforts de développement des pays.

Une Centrafrique avec moins de précarité pour les populations et la perspective d'une prospérité à partager Demain. C'est cela que nous voulons tous pour nous-mêmes, pour nos enfants, nos petits-enfants, et toutes les générations futures.

Cette Centrafrique est désormais possible, est à portée de main et se construit chaque jour à travers les actes de progrès qui permettent d'inverser les tendances négatives et d'envisager un mieux vivre et pourquoi pas d'un bien vivre de nos populations vulnérables.

Tout cela n'est possible qu'avec une paix durable et une certaine stabilité des institutions chargées de diriger le pays.

Pour terminer, permettez-moi de dire que ce samedi 26 septembre marque quasiment les 100 jours qui nous séparent de la fin de 2015, année butoir pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous devons profiter de ces 100 derniers jours pour mener des actions urgentes et vigoureuses et travailler avec conviction et détermination à la réalisation des ODD.

Autrement dit, les semer les graines de l'Espérance pour préparer, en Centrafrique comme ailleurs, et pour toutes les populations vulnérables de par le monde, un monde plus juste et plus harmonieux.

Je vous remercie de votre bien amiable attention.